

# Les “grands corps” plangent sur la proximité et la qualité des services publics

Tous les observateurs de la sphère publique en conviennent : il y a urgence à améliorer et renforcer la proximité et la qualité des services rendus au citoyen. Mais comment faire ? Un colloque organisé ce mercredi 13 décembre par le Conseil d’État et la Cour des comptes apportera (peut-être) quelques éléments de réponse alors que le président de la République, Emmanuel Macron, a promis d’ouvrir une nouvelle étape de décentralisation “réelle” et “audacieuse” face un système actuel d’organisation, qui fonctionne selon lui “*cul par-dessus tête*”.

Ce colloque sera surtout l’occasion pour ces deux institutions de revenir sur leurs récents travaux respectifs consacrés à la gestion des services publics. Le Palais-Royal, tout d’abord, qui, dans sa dernière étude annuelle, préconisait des “*ingrédients*” – mais pas pour autant de “*solution miracle*” – pour renforcer la capacité de l’action publique à atteindre ses destinataires (le “dernier kilomètre”), face au “*fossé*” qui s’est progressivement creusé entre les usagers et les acteurs publics. Dans son dernier rapport annuel, la Rue Cambon dressait quant à elle un bilan très critique des 40 ans de la décentralisation. “*Le statu quo n’est plus tenable*”, soulignaient les magistrats financiers en plaidant pour une nouvelle étape de décentralisation.

Entre une ouverture par le Premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, et une clôture par le vice-président du Conseil d’État, Didier-Roland Tabuteau, 3 tables rondes sont à l’ordre du jour du colloque d’aujourd’hui. Elles porteront respectivement sur l’accès aux soins, sur la gestion de l’eau et des déchets et enfin sur le “maintien ou le rétablissement de services de proximité”. Autant de sujets au cœur des préoccupations des citoyens, mais dont la gestion est aujourd’hui questionnée.